

Crise agricole. « Il y a urgence à réagir collectivement »

Face à la crise qui secoue le monde agricole, Nathalie Sarrabezolles, présidente du conseil départemental du Finistère, et Michaël Quernez, maire de Quimperlé, premier vice-président du conseil départemental chargé de l'insertion et de l'économie, livrent conjointement une tribune dans laquelle ils expriment leurs points de vue.

Photos archives Claude Prigent et Le Télégramme



« Les agriculteurs sont en colère. Et ils l'expriment ces derniers jours avec force. Et si nous condamnons sans réserve les dégradations des biens publics et privés, nous entendons aussi les messages de détresse et de désespoir, les demandes d'avenir.

Aussi, malgré les contraintes financières que les collectivités territoriales affrontent et les récentes évolutions institutionnelles, nous avons fait le choix, vendredi dernier, au moment du vote de notre budget 2016, de maintenir notre effort pour l'agriculture et l'agroalimentaire, comme la loi NOTRe nous permet de le faire. D'autres départements, comme le Morbihan, ont, au contraire, décidé de cesser tout accompagnement.

« Des soutiens nécessaires »

Des aides à l'installation, à la modernisation des bâtiments, à l'autonomie énergétique, à la méthanisation, à l'acquisition de matériels agro-environnementaux, à la transformation ou la commercialisation à la ferme, aux Cuma (*), à l'irrigation, à l'aménagement foncier, à la

recherche appliquée, à la chambre d'agriculture..., qui peuvent paraître modestes au regard des enjeux mais qui sont jugées très utiles par nos partenaires. Des soutiens nécessaires mais, nous le savons, les agriculteurs et les agricultrices ont, surtout et avant tout, besoin de vendre leur production au juste prix.

La crise historique de surproduction qui touche aujourd'hui la majeure partie des filières, et en particulier l'élevage, ne leur permet plus de gagner leur vie. Bien au contraire, elle les endette durablement. Il y a donc urgence à réagir collectivement si nous voulons sortir de ce marasme.

« Des relations commerciales gagnantes-gagnantes »

Pour y faire face, nous avons besoin : de productrices et producteurs qui s'organisent, se fédèrent et se structurent ; d'industriels qui, avec les acteurs de la grande distribution, construisent des relations commerciales gagnantes-gagnantes, qui prennent enfin en compte l'évolution des coûts de production des exploitants. Nous avons également

besoin d'une Europe qui tourne le dos aux politiques libérales qui ont cassé un à un tous les outils de régulation et qui mettent fin aux distorsions de concurrence en imposant les mêmes exigences sociales et environnementales à tous ; d'un État qui rétablit la confiance, qui simplifie les normes ; de produits frais et transformés de provenance clairement identifiée pour un choix conscient des consommateurs.

« Consolider ce pilier de l'économie finistérienne »

L'agriculture est à un tournant de son histoire. Chacun doit prendre et assumer ses responsabilités. Le conseil départemental du Finistère a engagé, ces cinq dernières années, 20 millions d'euros pour soutenir l'agriculture avec l'ensemble des acteurs de la filière et entend, demain, pouvoir continuer à se saisir de toutes les opportunités permises par la loi, en lien avec la Région Bretagne, pour consolider ce pilier de l'économie finistérienne ».

* Coopératives d'utilisation de matériel agricole.